

Druckversion

03.04.2006, 11:04

>> Conférence de presse
>> Retour au sommaire service de presse

La Suisse ne doit rien à l'UE

Exposé d'Ulrich Schlüer, conseiller national (ZH)

La Suisse ne doit rien à l'Union européenne. Quand les deux parties déclarent que l'accord conclu est "réciproquement équilibré", aucune des deux parties n'a ni crédit, ni dette par rapport à l'autre.

Si néanmoins la Suisse verse volontairement un milliard de francs à l'UE, on peut au moins attendre du Conseil fédéral qu'il négocie des contreparties à cette contribution.

Les contreparties

L'UDC avait précisément demandé trois contreparties:

1. la levée des mesures discriminatoires imposées à l'aéroport de Zurich-Kloten
2. le respect du secret protégeant les clients des banques suisses
3. le respect de la souveraineté fiscale des cantons qui repose sur la Constitution

Marchant comme de coutume au doigt et à la baguette de Bruxelles, la majorité du Parlement fédéral a estimé qu'il était impoli de demander à l'UE une contrepartie au milliard offert par la Suisse.

L'économie suisse aussi avait lié cette contribution à certaines conditions. En particulier, elle avait demandé que ce versement soit sans incidence sur le budget, donc qu'il n'alourdisse pas la dette fédérale. Et ce paiement devait être unique, donc un subventionnement permanent par la Suisse de places économiques en concurrence avec l'économie helvétique devait être exclu. Le parlement a souverainement ignoré ces deux revendications pourtant justifiées de l'économie suisse.

Neutralité budgétaire oubliée

Au début en tout cas, le Conseil fédéral a sérieusement défendu l'idée de la neutralité budgétaire. Cette dernière faisait partie de son projet soumis au parlement. Le parlement a cependant écarté le mode de financement prévu par le Conseil fédéral et la ministre des affaires étrangères a soigneusement évité toute prise de position dont on aurait pu déduire que ce milliard pour la cohésion ne serait pas suivi par d'autres contributions.

Ce qui a bien sûr encouragé l'UE à adresser immédiatement une nouvelle revendication de quelques centaines de millions de francs à la Suisse en vue des prochaines adhésions de la Bulgarie et de la Roumanie.

La "coalition de la raison", donc la majorité de centre-gauche du parlement, a enterré la proposition de l'UDC de plafonner définitivement à un milliard de francs les contributions de la Suisse à l'UE. En d'autres termes, la loi permet d'augmenter ces versements sans aucune limite et sans aucune obligation de compenser ces dépenses. Et si la loi sur la coopération avec les Etats d'Europe de l'Est passe effectivement la rampe, ces montants seraient à tout jamais exclus du référendum.

Ambiance de braderie

Ne pas compenser ce versement d'un milliard de francs à l'intérieur du budget, c'est faire bon marché des principes les plus élémentaires d'une politique financière sérieuse. Et le fait de renoncer à des contreparties de l'UE à cette contribution d'un milliard de francs illustre bien la manière dont la majorité parlementaire brade les intérêts vitaux de la Suisse.

Payer un milliard et même davantage à l'avenir sans contrepartie aucune n'est pas acceptable pour le peuple suisse. Ce d'autant moins que la Suisse fournit depuis des années des prestations énormes en faveur de l'UE. Songeons simplement à la construction des Nouvelles

lignes ferroviaires alpines (NLFA) que la Suisse paie seule, aux voies d'accès aux NLFA dans les pays voisins également financées par la Suisse, au subventionnement massif des transits des camions UE, au prélèvement uniquement d'une vignette autoroutière sans autres frais pour les voitures de tourisme étrangères, etc.

La Suisse ne doit rien à l'UE. La Suisse n'a pas de tribut à payer à l'UE. Si le parlement est incapable d'équilibrer le marché entre la Suisse et l'UE, il faut bien demander au peuple de trancher. La référendum offre précisément cette possibilité.

Seite ausdrucken

Fenster schliessen

Druckversion

03.04.2006, 11:04

>> Conférence de presse
>> Retour au sommaire service de presse

Le peuple suisse se fait rouler dans la farine

Exposé d'Adrian Amstutz, conseiller national (BE)

Le milliard pour la cohésion de l'UE illustre bien la manière dont le Conseil fédéral et la majorité du parlement manipulent la politique et roulent le peuple dans la farine. Il faut mettre fin à ces agissements.

Compte tenu du décalage économique et social entre les nouveaux et les anciens Etats membres de l'UE, les premiers réclament une énorme aide structurelle. L'UE a donc besoin de beaucoup d'argent – qu'elle et ses Etats membres n'ont tout simplement pas. C'est bien pour cette raison que l'UE ouvre tout grands les bras à la Suisse qui deviendrait un important contributeur net si elle était membre de l'UE. Mais de toute manière, Bruxelles fait preuve de beaucoup d'imagination quand il s'agit de récolter des fonds et elle n'a pas tardé à presser la Suisse à participer au fonds de cohésion. Car, affirme-t-elle sans justifier d'aucune manière ce constat, la Suisse profite de l'élargissement de l'UE à l'est.

Lorsque les commissions de politique étrangère des Chambres fédérales avaient été consultées au printemps 2002 concernant les accords bilatéraux II et l'extension de la libre circulation des personnes conclues dans les accords bilatéraux I, il n'était absolument pas question d'un versement suisse au fonds de cohésion. Mais deux ans plus tard, donc lorsque les négociations sur les accords bilatéraux II étaient conclues, le Conseil fédéral a annoncé à la fois les résultats de ces négociations et son engagement à verser un milliard de francs à l'UE.

Le milliard offert à l'UE n'a jamais été un élément des négociations sur les accords bilatéraux. Il n'est pas difficile d'imaginer pour quelle raison. Si le Conseil fédéral a toujours soigneusement évité de créer une base légale claire pour ce paiement, c'est dans le seul but de ne pas compromettre les votations sur Schengen/Dublin et sur l'extension de la libre circulation des personnes. Celles et ceux qui osaient évoquer ce milliard pendant la campagne de votation sur les accords bilatéraux II ont été traités de démagogues. Les accords bilatéraux et la contribution d'un milliard n'ont aucun rapport et ce versement "facultatif" serait compensé au DFAE et au seco, avait-on affirmé à l'époque. Tout cela est évidemment oublié aujourd'hui puisque le peuple a approuvé Dublin et l'extension de la libre circulation des personnes.

Mais les manipulations ne s'arrêtent pas en si bon chemin. Le 27 février dernier, donc bien avant les débats parlementaires sur cet objet, le peuple suisse a appris que la conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey avait signé à Vienne une déclaration d'intention fixant les conditions générales de ce cadeau d'un milliard offert à Bruxelles.

Il est tout de même déplaisant de voir le Conseil fédéral, d'un côté, refuser de tenir sa promesse d'un prélèvement d'un milliard sur les finances fédérales sans incidence sur le budget et, de l'autre côté, fixer les conditions générales pour le versement à l'UE de ce milliard financé par les contribuables. La règle démocratique élémentaire selon laquelle le Conseil fédéral signe les accords approuvés par le parlement ne vaut plus. Comme bien d'autres principes dont la Berne fédérale se moque complètement depuis quelque temps.

Le Conseil fédéral a refusé de prendre position durant le débat parlementaire sur les nouvelles exigences financières de l'UE. Le nouveau langage pratiqué à Berne consiste à affirmer que ce milliard promis est une solution indépendante qui ne doit pas être considérée comme une contribution au fonds de cohésion. Aussi, la "contribution de la Suisse à la cohésion économique et sociale de l'UE" ou, plus simplement, la "contribution au fonds de cohésion", a-t-elle été rebaptisée "contribution de la Suisse à la réduction des disparités économiques et sociales dans l'UE élargie" ou, plus simplement, "contribution de solidarité". Le fait est que l'UE considère toujours ce versement comme une contribution à la cohésion. Et il est évident aussi qu'après l'approbation de ce milliard, le Conseil fédéral nous annoncera froidement que

la Suisse doit encore verser quelques centaines de millions ou quelques milliards à l'UE en vue des prochaines adhésions. Le Conseil fédéral multiplie les faits accomplis qui sont approuvés par une majorité parlementaire alignée sur Bruxelles et qui coûtent des milliards aux contribuables suisses.

Considérée autrefois comme le "porc-épic" de l'Europe, la Suisse s'est transformée aujourd'hui en vache à lait. Quand la ministre des affaires étrangères Micheline Calmy-Rey voyage au service des affaires européennes, elle met très vite la main au porte-monnaie. Quelques prestigieuses réceptions, quelques spectaculaires apparitions médiatiques, plus quelques pressions politiques – et l'argent des contribuables suisse coule à flots dans les caisses de l'UE. Nous refusons d'assister à ce petit jeu.

[Seite ausdrucken](#)

[Fenster schliessen](#)